

La France 28^{ème} sur les 32 pays de l'OCDE pour sa part d'investissement éducatif dans les dépenses publiques.

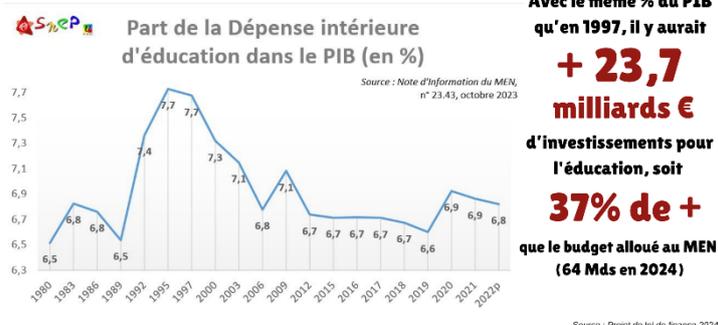
✚ L'évolution de la Dépense Intérieure d'Education (DIE) révèle une baisse tendancielle de l'investissement éducatif dans notre pays.

Les données issues du ministère (note de la Depp, octobre 2023¹) font état d'une DIE de 180 Mds d'€ pour 2022. En valeur brute, c'est plus qu'en 2021 mais si l'on compare la DIE au PIB, il faut noter qu'elle représente 6,8% de la richesse produite, contre 6,9% en 2021.

Mais ce qui saute aux yeux, c'est la tendance sur le long terme, très nettement une baisse tendancielle d'investissement pour l'éducation depuis les années 2000.

En effet, avec 6,8%, c'est quasiment toujours un point de PIB de moins par rapport à 1995 où la DIE s'élevait à 7,7% du PIB, alors que nous avons intégré depuis bien plus d'exigences (individualisation, inclusion, orientation...) et plus d'élèves, d'étudiant.es en 2022 que dans les années 1990. Si la France avait consacré en 2022 le même pourcentage de PIB qu'en 1997, il y aurait eu 23,7 milliards d'investissements supplémentaires... soit plus du tiers du budget 2024 de l'Education Nationale (prévu à 64 Mds €).

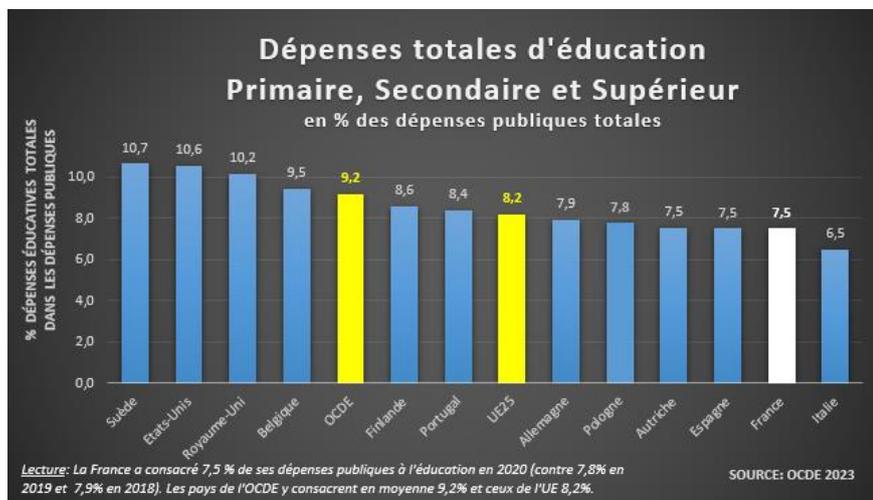
UN EFFORT ÉDUCATIF EN BAISSÉ TENDANCIELLE DEPUIS LE MILIEU DES ANNÉES 1990'



Avec le même % du PIB qu'en 1997, il y aurait **+ 23,7 milliards €** d'investissements pour l'éducation, soit **37% de +** que le budget alloué au MEN (64 Mds en 2024)

POUR 1% DE PIB EN + AU BUDGET DE L'ÉDUCATION NATIONALE

✚ Ensuite, si l'on regarde la part des dépenses d'éducation parmi le total des dépenses publiques, on s'aperçoit que la France fait pâle figure au niveau international. Et la tendance est clairement à la baisse, avec 7,5% du total en 2020 contre 7,8% en 2019 et 7,9% en 2018. La France est très loin derrière les pays de l'OCDE qui y consacrent en moyenne 9,2% et ceux de l'UE, avec 8,2%.



La France se classe ainsi 28^{ème} sur les 32 pays de l'OCDE ayant publié des chiffres²...

Ici encore, ce sous-investissement révèle une tendance de fond, déjà pointée dans l'édition Regards de l'OCDE en 2021³ :

« La France dépense un peu plus que la moyenne OCDE pour chaque élève : 11 201 \$ contre 10 454 \$ pour l'OCDE en 2018. Mais un seul grand pays développé dépense moins : le Japon (10 185\$). Tous les autres grands pays développés dépensent plus. Ainsi l'Allemagne consacre 12 791\$ par élève, le Royaume Uni 12 245, l'Italie 11 202 (un dollar de plus !), les Etats Unis 14 009\$.

Selon Regards sur l'éducation (OCDE), la France fait partie des pays où la dépense d'éducation a le moins augmenté tout au long des années 2010. De 2012 à 2018, sa dépense par élève du primaire à la fin du second degré a augmenté de 0.5% par an. C'est trois fois moins que la moyenne de l'OCDE (1.6%) ou que la moyenne européenne (1.4%). En Allemagne, la dépense d'éducation augmente deux fois plus vite (0.9%), au Royaume Uni et aux Etats-Unis trois fois (1.3%), en Italie 4 fois plus vite ».

En revanche, la France occupe toujours les 1^{ères} places dans la stigmatisation des précaires et dans la reproduction des inégalités à l'école... Le gouvernement semble en effet plus enclin à réduire les droits des étrangers et des chômeurs (rappelons qu'il y a officiellement 10 demandeur.euses pour 1 offre vacante⁴), à gouverner de façon arbitraire par 49-3 qu'à lutter contre les injustices et l'évasion fiscale qui reste estimée à 80-100 Milliards/an en France... Autant de moyens qui font défaut aux services publics et à la protection sociale. Plus que jamais, d'autres choix socio-économiques doivent s'imposer en 2024.

¹ Note de la Depp n°23-43, Octobre 2023

² OCDE, Regards sur l'Education-2023, Indicateur C4.1

³ Reprises des chiffres de L'OCDE par F.Jarraud, Café péda, Juillet 2023

⁴ Hadrien Clouet, 2022, *Emploi non pourvus, une offensive contre le salariat*